



Assemblée générale

Distr. générale
17 février 2004
Français
Original: anglais

Cinquante-huitième session

Point 129 de l'ordre du jour

Corps commun d'inspection

Corps commun d'inspection

Note du Corps commun d'inspection ayant pour objet de clarifier certaines des recommandations figurant dans son rapport sur les dépenses d'appui relatives aux activités extrabudgétaires dans les organisations du système des Nations Unies comme suite à la décision 58/560 de l'Assemblée générale

I. Introduction

1. La présente note a été établie comme suite à la décision 58/560 de l'Assemblée générale, dans laquelle l'Assemblée a prié le Corps commun d'inspection de clarifier les recommandations 1, 4, 6, 8 et 9 figurant dans son rapport sur les dépenses d'appui relatives aux activités extrabudgétaires dans les organisations du système des Nations Unies (A/57/442).

II. Éclaircissements complémentaires

Recommandation 1

En vue d'assurer l'utilisation efficace des ressources extrabudgétaires à l'appui des programmes que les organisations ont mandat d'exécuter, les organes délibérants voudront peut-être prier les chefs de secrétariat de chaque organisation :

a) D'intégrer les ressources extrabudgétaires aux ressources de base dans la présentation des projets de budget (pour autant que ce ne soit pas déjà fait) et de soumettre ces ressources à l'approbation des organes délibérants, tout au moins au regard des grandes priorités programmatiques;

b) De se conformer, pour l'acceptation de ressources extrabudgétaires destinées à des activités dépassant la portée des budgets de base, aux grandes priorités programmatiques approuvées par les organes délibérants.



2. La recommandation 1 a principalement pour objet d'assurer que l'utilisation des ressources extrabudgétaires, laquelle est de plus en plus fréquente dans de nombreuses organisations du système, vise effectivement à appuyer les priorités et activités programmatiques approuvées de l'organisation qui reçoit les ressources. L'alinéa a) de la recommandation 1 vise à réaliser cet objectif en facilitant une plus grande transparence dans la présentation des budgets-programmes et, partant, en encourageant une meilleure répartition des ressources.

3. Pour ce qui est de l'Organisation des Nations Unies, depuis l'exercice 1974-1975 la présentation des projets de budget-programme intègre les ressources extrabudgétaires aux ressources du budget ordinaire. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a défini des orientations en la matière et supervisé divers aspects de la présentation des ressources extrabudgétaires dans les projets de budget-programme. **Le Comité consultatif a recommandé à l'Assemblée générale d'approuver les recommandations du Corps commun d'inspection (A/57/434, par. 6).**

4. L'alinéa b) de la recommandation 1 complète la recommandation faite à l'alinéa a). On vise de la sorte à éviter d'introduire d'éventuelles distorsions dans l'exécution des priorités programmatiques approuvées ou d'imposer une charge supplémentaire sur les ressources du budget ordinaire ou ressources de base en finançant de nouvelles dépenses administratives ou d'autres dépenses d'appui au moyen des fonds extrabudgétaires imputés à des programmes ou activités qui ne soient pas conformes aux priorités programmatiques. Dans le cas de l'Organisation des Nations Unies, l'article 7.2 du Règlement financier stipule les conditions dans lesquelles le Secrétaire général peut accepter des contributions volontaires (A/57/442, par. 17).

Recommandation 4

Les organes délibérants voudront peut-être examiner la possibilité de permettre aux organisations du système des Nations Unies de conserver les intérêts provenant de ressources budgétaires destinées au financement d'activités multidonateurs lorsque ces ressources sont confondues et qu'une comptabilisation distincte par donateur n'est pas possible. Ils voudront peut-être décider que ces recettes devraient venir en déduction des dépenses d'appui au titre des activités extrabudgétaires et qu'il devra être rendu compte de façon appropriée aux organes délibérants de la relation entre ces recettes et le taux de recouvrement des dépenses d'appui.

5. Cette recommandation, qui recueille l'assentiment des membres du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (A/57/442/Add.1, par. 11), se fonde sur une pratique qui a été acceptée par le Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) en 1998 (A/57/442, par. 35 et 36) et selon laquelle on engage les organes délibérants à envisager d'autoriser les organisations du système des Nations Unies, sous réserve de conditions restrictives clairement stipulées dans la recommandation, à ne pas rétrocéder les intérêts perçus sur les ressources extrabudgétaires, le montant correspondant pouvant alors venir en déduction d'une partie des dépenses d'appui. On pourrait ainsi réduire les dépenses d'appui extrabudgétaires et éliminer la charge administrative consistant à devoir calculer lesdits intérêts, à en créditer les bénéficiaires, à en rendre compte, à les restituer ou à décider de quelque autre

manière de la répartition de ces recettes. En 1998, le placement de ces ressources supplémentaires a rapporté à l'UNICEF des intérêts équivalant à un recouvrement additionnel des dépenses d'appui d'environ 4 %. Dans le cas de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations, la question devra être étudiée plus avant et les conclusions en être soumises aux organes délibérants pour examen, ainsi que le recommande le Corps commun d'inspection.

Recommandation 6

Les chefs de secrétariat des organisations qui ne l'ont pas encore fait devraient étudier la possibilité d'inclure dans les coûts directs internes des projets ou programmes les éléments identifiables actuellement couverts par des redevances en pourcentage perçues au titre des dépenses d'appui.

6. La recommandation, ainsi qu'elle est libellée, engage les chefs de secrétariat à étudier la possibilité de systématiquement identifier et mettre en recouvrement un pourcentage plus élevé des dépenses d'appui imputées aux activités extrabudgétaires en considérant qu'il s'agit des coûts directs et internes des projets ou des programmes. À cet égard, les préoccupations exprimées par certains membres du Conseil des chefs de secrétariat, lesquels craignent qu'une telle pratique ne se traduise à la longue par une réduction généralisée du taux des dépenses d'appui aux programmes (A/57/442/Add.1, par. 13), devraient être prises en considération. Il faudrait alors peser le pour et le contre en ayant à l'esprit qu'on pourrait avoir intérêt à ce que les donateurs aient de manière générale le sentiment que les commissions prélevées au titre des dépenses d'appui sont plus transparentes et mieux justifiées, et tout particulièrement, à ce qu'ils considèrent que les taux appliqués pour le recouvrement des dépenses d'appui indirectes sont plus légitimes et raisonnables (A/57/442, par. 20, 24 et 50).

7. La deuxième crainte, exprimée par certains membres du Conseil des chefs de secrétariat (A/57/442/Add.1, par. 13), à savoir que l'introduction d'un certain degré de souplesse dans l'allocation des éléments constituant les dépenses d'appui entre la catégorie des coûts fixes ou calculés en pourcentage et la catégorie des coûts directs et internes des projets ou des programmes ne puisse inutilement donner lieu à des négociations avec les donateurs, est excessive de l'avis du Corps commun d'inspection; la recommandation, ainsi qu'elle est clarifiée et mentionnée dans le rapport (A/57/442, par. 24) préconise l'identification systématique des éléments de coût devant faire l'objet d'un recouvrement à titre de coûts directs et internes des projets ou programmes.

Recommandation 8

Les chefs de secrétariat devraient veiller à ce que les taux exceptionnels de recouvrement des dépenses d'appui, et les motifs pour lesquels ils sont autorisés, soient cohérents. Ces taux ne devraient être accordés que sur la base de priorités de fond dont il puisse être justifié ou lorsque l'opportunité d'appliquer des taux de recouvrement plus faibles a vraiment été établie. De plus, les chefs de secrétariat qui accordent assez souvent ces taux exceptionnels devraient réviser la politique de recouvrement à laquelle ils apportent ces dérogations.

8. La recommandation prend acte du fait que la plupart des organisations du système autorisent leur secrétariat à accorder des taux de remboursement exceptionnels (A/57/442, par. 48). Elle vise cependant à faire en sorte que les conditions d'octroi de tels taux exceptionnels soient transparentes et cohérentes. Cela permettrait notamment d'éviter d'octroyer des taux exceptionnels sur les instances de certains donateurs (A/57/442, par. 49) et de garantir que les États Membres et autres donateurs soient traités d'une façon prévisible et équitable.

9. Ainsi qu'il est souligné, la recommandation s'adresse aux chefs de secrétariat. Dans la mesure où elle a été acceptée par les membres du Conseil des chefs de secrétariat (A/57/442/Add.1, par. 15), on compte que les chefs de secrétariat s'y conformeront et l'appliqueront sans que les organes délibérants, y compris l'Assemblée générale, aient à prendre des décisions spécifiques à cet égard.

Recommandation 9

Les organes délibérants devraient arrêter, en matière de dépenses d'appui, des politiques permettant d'assurer que les ressources extrabudgétaires continuent d'être mobilisées et déployées de façon efficace au service des missions assignées à l'organisation dans le domaine du développement, le domaine de l'action humanitaire et d'autres domaines de fond. Ces politiques devraient être simples, transparentes, faciles à administrer et prévoir des arrangements spéciaux selon une approche cohérente et équitable. À cette fin, les organes délibérants voudront peut-être considérer que :

a) Les taux de recouvrement des dépenses d'appui relatives aux activités extrabudgétaires devraient être fixés conformément aux principes suivants :

- Ils devraient prendre en compte et refléter la centralité relative et l'utilité directe de l'activité extrabudgétaire considérée pour le programme que l'organisation a mandat d'exécuter;**
- Ils devraient être différenciés, pour tenir compte de l'influence que le type d'activité, les conditions attachées aux ressources et le volume de celles-ci ont sur le coût de l'appui;**

b) La compétence pour fixer les taux de recouvrement des dépenses d'appui extrabudgétaires conformément aux principes énoncés à l'alinéa a) ci-dessus peut être déléguée aux chefs de secrétariat, avec obligation de rendre compte de façon appropriée aux organes délibérants.

10. La recommandation 9 préconise une harmonisation des principes sur lesquels reposent les taux appliqués aux dépenses d'appui par les organisations du système des Nations Unies. Ainsi qu'il est mentionné dans le rapport (A/57/442, par. 60), l'adoption d'une démarche commune pour l'établissement de ces taux aiderait notamment les États Membres à mieux comprendre et à mieux accepter les politiques suivies en la matière par les organisations du système des Nations Unies. Afin de faciliter cette harmonisation, on propose à l'alinéa a) de la recommandation 9 un certain nombre de principes auxquels il faudrait se conformer pour fixer les taux de recouvrement des dépenses d'appui relatives aux activités extrabudgétaires. Les membres du Conseil des chefs de secrétariat ont donné leur assentiment à ces principes (A/57/442/Add.1, par. 15), ainsi qu'à la recommandation

11, dans laquelle on souligne qu'on attend de ces membres qu'ils définissent un mécanisme approprié permettant de suivre et de garder à l'étude les processus d'élaboration des politiques dans toutes les organisations du système en ce qui concerne la gestion des ressources extrabudgétaires et qu'ils établissent des rapports à ce sujet.

11. Il est suggéré à l'alinéa b) de la recommandation 9 que les organes délibérants envisagent éventuellement de déléguer aux chefs de secrétariat compétence pour fixer les taux de recouvrement des dépenses d'appui extrabudgétaires. Les motifs sur lesquels se fonde cette délégation de compétence et les conditions dans lesquelles elle pourrait s'exercer sont exposés dans le rapport du Corps commun d'inspection (A/57/442, par. 63 et 65). On y souligne notamment qu'une telle autorisation pourrait être assujettie à un certain nombre de conditions qui seraient définies par les organes délibérants, de la même manière que les chefs de secrétariat ont le droit, sous certaines conditions, d'accepter des contributions extrabudgétaires et d'approuver des taux exceptionnels pour les dépenses d'appui. La recommandation 9 b) devrait être interprétée tout spécialement dans le contexte des principes proposés à l'alinéa a) et en gardant également à l'esprit les autres recommandations pertinentes figurant dans le rapport, notamment les recommandations 1, 8, 10 et 12.
